

L'an deux mille vingt-trois et le dix-huit décembre, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
18 décembre 2023**

Date de convocation : 12 décembre 2023

Mise en ligne le : 12 décembre 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 46

Nombre de votants : 55

Nombre d'absents : 5

PRÉSENTS : Aubignan : Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Marie THOMAS de MALEVILLE Beaumes de Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont du Ventoux : Alain BREMOND Bédoin : Alain CONSTANT Caromb : Olivier METZGER Carpentras : Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Véronique MENCARELLI - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Michel MEFFRE Lafare : Philippe SOARD La Roque Alric : José LINHARES La Roque sur Pernes : Philippe DELEBECQUE Le Barroux : Bernard MONNET Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU Malaucène : Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO Mazan : Louis BONNET - Georges MICHEL - Bruno GANDON Saint Didier : Nicolas RIFFAUD suppléant de Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Sandrine RAYMOND Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS Vacqueyras : Philippe BOUTEILLER Venasque : Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Dominique VISSECQ à Alain CONSTANT - Valérie MICHELIER à Olivier METZGER - Franck DUPAS à Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME à Caroline BALAS - Bernard BOSSAN à Jean-Pierre CAVIN - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Patrice FLAGEAT à Audrey FRANQUET - Patricia OLIVERO à Philippe SOARD.

ABSENTS EXCUSÉS : Frédéric FRIZET - Pauline DREANO - Claude MELQUIOR - François ILLE - Norbert LEPATRE.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sandrine RAYMOND

Conseil communautaire du 18 décembre 2023

Délibération n°182-23

Objet : Signature du contrat Nos Territoires d'Abord du Ventoux avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur

Conseil communautaire du 18 décembre 2023

Délibération n°182-23

Objet : Signature du contrat Nos Territoires d'Abord du Ventoux avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe,

Vu le projet de contrat dénommé Nos Territoires d'Abord – Ventoux, élaboré entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, d'une part, et la CoVe, la communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat, la communauté de communes Ventoux Sud, la communauté de communes Vaison Ventoux et le Parc naturel régional du Mont Ventoux, d'autre part,

Vu la délibération n°23-0632 en date du 26 octobre 2023 du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur,

Considérant l'intérêt de la contractualisation sur la période 2023-2028 entre la Région et la CoVe,

Entendu le rapport de la Présidente,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

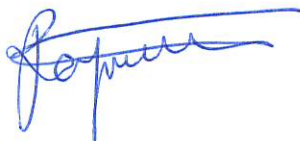
Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes du contrat Nos Territoires d'Abord du Ventoux avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

Article 2 : D'AUTORISER la Présidente à signer le contrat Nos Territoires d'Abord du Ventoux avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et tous actes nécessaires à sa mise en œuvre, y compris les éventuels avenants.

la secrétaire de séance,

Sandrine Raymond



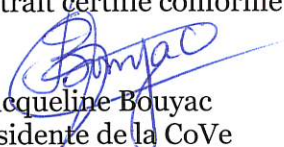
la Présidente,

Jacqueline Bouyac



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourts citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



CONTRAT *NOS TERRITOIRES D'ABORD* 2023-2028

REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR / TERRITOIRE DU VENTOUX



ENTRE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Renaud MUSELIER, dument habilité par la délibération de l'Assemblée régionale n°....., en date du, ci-après désignée « la Région »

D'une part,

ET

Le syndicat mixte du Parc naturel régional du Mont-Ventoux, représentée par sa Présidente, Madame Jacqueline BOUYAC, dument habilitée par délibération n°....., en date du,

La communauté de communes Ventoux Sud, représentée par son Président, Monsieur Max RASPAIL, dument habilité par délibération du Conseil communautaire n°....., en date du date du,

La communauté de communes Vaison-Ventoux, représentée par son Président, Monsieur Jean-François PERILHOU, dument habilité par délibération du Conseil communautaire n°....., en date du,

La communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat, représentée par son Président, Monsieur Christian GROS, dument habilité par délibération du Conseil communautaire n°....., en date du,

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, représentée par sa Présidente, Madame Jacqueline BOUYAC, dument habilitée par délibération du Conseil communautaire n°....., en date du,

ci-après désignés « le Territoire »

D'autre part,

Vu la délibération n° 19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019,

Vu la délibération n° 21-163, du 23 avril 2021 du Conseil régional approuvant le Plan Climat régional « Gardons une COP d'avance »,

Vu la délibération n° 21-638, du 17 décembre 2021 du Conseil régional approuvant les principes fondateurs de la future politique contractuelle régionale,

Vu la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos territoires d'abord »,

Vu le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

PREAMBULE	5
Article 1 - Territoire concerné	6
Article 2 - Objet du contrat	6
Article 3 - Structuration du contrat	6
Article 4 - Gouvernance du contrat	6
Article 5 - Durée du contrat – Clauses de revoyure	7
Article 6 - Enveloppe financière et programmation.....	7
Article 7 - Taux et montant de subvention.....	7
Article 8 – Engagement des bénéficiaires	7
Article 9 - Conditions de mise en œuvre	8
9-1 Evolution de la programmation	8
9-2 Dépôt des demandes de subventions.....	8
9-3 Mise en œuvre des subventions.....	8
9-4 Conditions d'utilisation des subventions.....	8
9-5 Suivi de la programmation annuelle et du programme prévisionnel d'investissement	8
Article 10 - Outils partagés.....	9
Article 11 - Communication	9
Article 12 - Evaluation du contrat.....	9
Article 13 - Conditions et modalités de résiliation du contrat	9
Article 14 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	10
Article 15 - Litiges.....	10
ANNEXE 1	12

PREAMBULE

Depuis 2017, la lutte contre le changement climatique est au cœur de toutes les politiques publiques de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans la continuité, une nouvelle étape s'est amorcée en 2021 avec l'adoption du plan climat « Gardons une COP d'avance » qui s'articule autour de six axes : *air, terre, mer, énergie, déchets et chez vous, au quotidien*.

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur adopté par délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional et approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019, propose une stratégie régionale pour l'aménagement durable du territoire à moyen et long terme (2030-2050). Déclinée en 68 objectifs et 52 règles, cette stratégie définit un nouveau modèle de développement, en rupture avec le schéma de développement actuel pour inverser la tendance :

- réinventer le modèle de développement territorial pour une région plus attractive pour la population et les entreprises ;
- rompre avec les logiques de consommations extensives des ressources naturelles et foncières ;
- atténuer les logiques de concurrence territoriale.

Sur la base du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires et du Plan climat « Gardons une COP d'avance », trois objectifs sont fixés pour la durée du mandat :

- être la première région verte de France ;
- être la première région neutre en carbone ;
- devenir une région autonome dans la gestion de ses déchets en 2030.

A travers le Contrat *Nos territoires d'abord*, la Région entend accompagner les territoires dans leur stratégie d'aménagement et de développement et organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales. Cette nouvelle génération de contrat doit permettre de mieux articuler les politiques régionales, de leur donner plus de lisibilité en les mobilisant sur des opérations structurantes et de renforcer ainsi les effets leviers de l'intervention régionale.

Conclus pour une durée de cinq ans, les contrats comportent une clause de revoyure et constituent des déclinaisons opérationnelles des axes de la délibération du Plan climat « Gardons une COP d'avance », eux-mêmes s'inscrivant dans les orientations du SRADDET et précisant certains objectifs de ce schéma.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Territoire concerné

Le Territoire engagé dans le présent Contrat Nos territoires d'abord correspond au périmètre des quatre intercommunalités suivantes : la communauté de communes Ventoux Sud, la communauté de communes Vaison-Ventoux, la communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat et la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin.

Article 2 - Objet du contrat

Le Contrat définit les orientations stratégiques et les projets structurants sur lesquels la Région et le territoire du Ventoux s'entendent afin de poursuivre le développement du territoire, ainsi que les modalités de financement de ces projets par la Région.

De plus, la stratégie du territoire s'inscrit dans les orientations promues par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET) porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans les objectifs Plan climat « Gardons une COP d'avance ».

Article 3 - Structuration du contrat

Le contrat comprend une annexe :

- Le tableau de programmation.

L'ambition environnementale de chaque projet inclus dans la programmation du contrat devra se concrétiser tout au long de la phase d'élaboration et de mise en œuvre des opérations.

Lorsque des actions inscrites dans la programmation du contrat *Nos territoires d'abord* relèvent d'un appel à projet ou d'un appel à manifestation d'intérêt, le Territoire devra se conformer aux conditions de ces dispositifs. Les services régionaux apporteront l'accompagnement nécessaire à cette démarche.

Article 4 - Gouvernance du contrat

La gouvernance du contrat est assurée par un comité de pilotage territorial, instance partenariale qui assure la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du contrat.

Ce comité est composé de deux conseillers régionaux référents du Territoire ainsi que des Président(e)s de la communauté de communes Ventoux Sud, la communauté de communes Vaison-Ventoux, la communauté d'agglomération des Sorgues du Comtat, la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin et du syndicat mixte du Parc naturel régional du Mont-Ventoux ou de leur représentant.

Il se réunit a minima une fois par an. Il dresse un bilan intermédiaire de la programmation et propose d'éventuelles modifications de celle-ci à enveloppe globale constante.

Des comités techniques composés des services de la Région et du Territoire se réuniront a minima en phase d'élaboration et lors de chaque revoyure annuelle. Ils seront mobilisés aussi souvent que nécessaire et leur composition sera adaptée en fonction des compétences requises.

Pour chaque projet, les techniciens de la Région seront associés à la phase de conception (études

préalables, études de programmation), et de réalisation (études de maîtrise d'œuvre, suivi de chantier aux étapes significatives ...).

Article 5 - Durée du contrat – Clauses de revoyure

Le contrat *Nos territoires d'abord* est conclu pour une durée de cinq ans et prend effet dès sa notification.

A la demande du territoire ou de la Région, un avenant modifiant la programmation pourra être proposé durant le contrat et un an avant la fin du contrat.

TITRE II - MODALITES FINANCIERES

Article 6 - Enveloppe financière et programmation

Le montant contractualisé de l'intervention régionale totale est de **14 609 368 €** (quatorze millions six cent neuf mille trois cent soixante-huit euros) pour la durée du contrat.

Afin de garantir la faisabilité des opérations, la Région pourra accompagner les collectivités locales dans la recherche de cofinancements tels que les fonds européens ou ceux mobilisés par d'autres partenaires.

Les projets inscrits dans les conventions d'ambitions territoriales du territoire rattachés aux rubriques *Équilibre et solidarité des territoires, Adaptation du territoire à la transition climatique, énergétique et environnementale et Culture et patrimoine (à l'exception des projets patrimoniaux)* sont intégrés aux contrats *Nos territoires d'abord* et sont financés par la Région dans ce cadre.

Article 7 - Taux et montant de subvention

Le montant de l'aide régionale sollicitée devra correspondre à celui indiqué dans le tableau de programmation de l'annexe 1.

Si le coût total réel du projet est diminué par rapport à celui qui est contractualisé, cette baisse sera répercutée sur le montant de subvention accordée, tout en conservant le taux d'intervention initial.

Dans tous les cas, le montant de l'aide régionale sollicitée ne pourra pas dépasser celui défini expressément dans la programmation annexée au présent contrat.

Article 8 – Engagement des bénéficiaires

Afin de favoriser la mise en réseau des acteurs, le Territoire signataire du contrat *Nos territoires d'abord* peut être amené à participer aux manifestations organisées par la Région dont la thématique le concerne.

TITRE III - MODALITES D'APPLICATION DU CONTRAT

Article 9 - Conditions de mise en œuvre

9-1 Evolution de la programmation

Le tableau de programmation annexé au contrat est prévisionnel. Il pourra faire l'objet d'ajustement à l'issue de chaque comité de pilotage.

9-2 Dépôt des demandes de subventions

Chaque projet mentionné dans la programmation fera l'objet d'une demande de subvention en ligne sur le site <https://subventionsenligne.maregionsud.fr>.

Pour pouvoir être votés dans le respect du délai de validité du contrat, les dossiers de demande de subvention doivent être déposés en ligne complets a minima six mois avant sa date d'achèvement (cinq ans après sa notification).

Ils doivent être déposées préalablement à tout commencement d'exécution et dans les délais impartis par le règlement financier régional.

Les dossiers de demandes de subvention déposés devront être conformes aux objectifs environnementaux annoncés dans la programmation et aux cadres d'intervention concernés.

Afin d'en faciliter l'identification par la Région, les demandes de subvention devront obligatoirement faire apparaître dans leur objet : « Contrat Nos territoires d'abord « territoire » *[libellé du projet]* ».

9-3 Mise en œuvre des subventions

L'attribution des subventions au titre du contrat respecte les dispositions du règlement financier du Conseil régional.

A l'issue du vote, un arrêté attributif de subvention ou une convention spécifique préciseront les modalités administratives et financières applicables à la subvention allouée (conditions de versement, délai de validité de la subvention...).

9-4 Conditions d'utilisation des subventions

Le Territoire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

9-5 Suivi de la programmation annuelle et du programme prévisionnel d'investissement

Un tableau de bord de suivi des opérations est communiqué au territoire afin de garantir la bonne réalisation du contrat.

Article 10 - Outils partagés

Différents documents/outils seront communiqués au Territoire pour l'élaboration, le suivi et le bilan du contrat (fiches actions, tableaux de bord de suivi des opérations, trame des indicateurs d'évaluation).

La production commune de travaux, de diagnostics, d'études, pourra faire l'objet de valorisation auprès des autres acteurs afin d'alimenter le débat sur les enjeux régionaux.

Article 11 - Communication

Toute information à destination du public et des médias doit faire état de la nature et du montant de la participation régionale.

Le Territoire s'engage à assurer la promotion des actions financées à travers différentes actions, notamment :

- apposer une information sur le site de chaque opération pendant toute la durée des travaux, en particulier les panneaux de chantier comporteront l'indication de l'aide régionale et devront faire figurer le logo régional de façon identique ;
- apposer les logos de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et faire mention de sa contribution de manière visible sur tout document, étude, édition ou publication et sur le lieu d'une manifestation, et de faire mention du soutien de la Région dans les communiqués de presse, au cours des interviews radio-télévisées, ainsi que sur les outils de communication auxquels le territoire a recours pour assurer la promotion de la manifestation (affiches, plaquettes, programmes, etc.) ;
- apposer une information sur chacune des réalisations après la fin des travaux sur une durée raisonnable qui mentionne que l'opération concernée a été réalisée par le territoire avec la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le logo et le montant de la contribution.

Le Territoire s'engage par ailleurs à associer systématiquement la Région aux inaugurations de projets.

Article 12 - Evaluation du contrat

A échéance du contrat, la production d'un bilan quantitatif et qualitatif partagé est réalisée, sous la responsabilité du Territoire, en lien avec les signataires et sur la base d'indicateurs proposés par la Région au cours de la première phase du contrat.

Le Territoire pourra être sollicité pour faire remonter des données sur les projets pour alimenter des bilans régionaux tels que le Plan climat régional.

Article 13 - Conditions et modalités de résiliation du contrat

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de ce contrat, celui-ci peut être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'aide financière apportée par la Région ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 15 - Litiges

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus exprès d'une des parties de participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le

<p>Le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur</p> <p>Renaud MUSELIER</p>	<p>La Présidente du syndicat mixte du Parc naturel régional du Mont- Ventoux</p> <p>Jacqueline BOUYAC</p>
---	---

<p>Le Président de la communauté de communes Vaison Sud</p> <p>Max RASPAIL</p>	<p>Le Président de la communauté de communes Vaison Ventoux</p> <p>Jean-François PERILHOU</p>
<p>Le Président de la communauté d'agglomération Sorgues du Comtat</p> <p>Christian GROS</p>	<p>La Présidente de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin</p> <p>Jacqueline BOUYAC</p>

ANNEXE 1

TABEAU DE SYNTHÈSE DE LA PROGRAMMATION

Tableau de programmation Contrat Nos territoires d'abord 2023-2028 Ventoux

Envoyé en préfecture le 21/12/2023
Reçu en préfecture le 21/12/2023
Publié le 21/12/2023
ID : 084-248400053-20231218-DELIB182_23-DE

	Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	Localisation de l'action	coût prévisionnel HT	Taux d'intervention	Montant régional proposé
Mobilité durable						
1.1	Développement de voie verte – Complément de la véloroute de l'Ouvèze	CCVV	Sablet, Seguret, Vaison, Crestet, Entrechaux, Mollans	2 954 000 €	7%	200 000 €
1.2	Aménagement de pistes cyclables – 1/ Connexion à la Via Venaissia/centre-ville de Pernes les Fontaines + 2/ entrée de ville Sud de Sorgues	CASC	Pernes les Fontaines, Sorgues	1 800 000 €	20%	360 000 €
1.3	Réaménagement de l'Avenue du Mont-Ventoux – mobilités actives	Carpentras	Carpentras	6 000 000 €	15%	900 000 €
1.4	Schéma directeur des pistes cyclables – mise en œuvre par l'aménagement ou la création de pistes cyclables	communes, avec AMO et cofinancement CoVe	intercommunalité (selon axes priorités)	6 000 000 €	20%	1 200 000 €
Sous thématique (4 opérations)				16 754 000 €		2 660 000 €
Gestion et valorisation des déchets						
2.1	Création d'une déchetterie inversée – déchetterie pour professionnels et production ENR	CASC	Sorgues	1 700 000 €	20%	340 000 €
2.2	Déclinaison opérationnelle du Contrat Objectif Déchets - « Pack déchets » 2023-2026 (ligne ouverte)	COVE	intercommunalité	5 000 000 €	20%	1 000 000 €
2.3	Pose de conteneurs aériens, semi-aériens ou enterrés	CCVS	intercommunalité	1 242 937 €	10%	119 300 €
2.4	* Centre de tri local pour encombrants	CCVV	intercommunalité			
Sous thématique (4 opérations)				7 942 937 €		1 459 300 €

Energies renouvelables (1 opération)

3.1	* Méthaniseur (boues et/ou biodéchets)	A déterminer	CASC / COVE			750 000 €
3.2	Développement des énergies renouvelables : solaire photovoltaïque et thermique, géothermie, méthanisation, chaleur fatale: <i>ligne ouverte</i> (pour études et travaux)	Communes/EPCI/organismes privés / bailleurs sociaux / SEM /SPL	Communes du territoire			400 000 €
3.3	* Développement d'énergies renouvelables sur le nouveau centre de l'environnement	CASC	Monteux			
Sous thématique (3 opérations)						1 150 000 €

Stratégies patrimoniales

4.1	Construction du Pôle Culture Jeunesse – phase travaux	CCVV	Vaison-la-Romaine	4 900 000 €	14%	700 000 €
4.2	Construction du Pôle Jeunesse	CCVS	Mormoiron	2 547 105 €	41%	1 035 620 €
4.3	Revitalisation des centres anciens : acquisition/amélioration (<i>ligne ouverte</i>)	Communes PVD de la CASC / SEM de Sorgues/SPL84	Communes PVD des Sorgues du Comtat			400 000 €
4.4	Soutien à l'habitat conventionné (<i>ligne ouverte</i>)	Bailleurs	Communes des Sorgues du Comtat			400 000 €
4.5	Revitalisation des centres villes et réhabilitation du parc privé (<i>ligne ouverte</i>)	Communes/COVE	Communes de la COVE			665 000 €
4.6	Réhabilitation du parc privé en centre ancien (PVD) - OPAH (RU)	Vaison-la-Romaine	Vaison-la-Romaine			50 000 €
4.7	Réhabilitation du parc privé en centre ancien (PVD) - OPAH (RU)	Sault	Sault			50 000 €
4.8	Réhabilitation du parc privé en centre ancien (PVD) - OPAH (RU)	CASC	PVD des Sorgues du Comtat			300 000 €
4.9	Reconversion d'un bâtiment tertiaire à vocation économique	COVE	Bédoin	2 650 000€		400 000 €
Sous thématique (9 opérations)				10 097 105 €		4 000 620 €

Aménagement durable

5.1	Revitalisation du centre historique de Pernes: Aménagement et végétalisation de la place de l'Eglise Notre-Dame de Nazareth	CASC	Pernes les Fontaines	1 000 000 €	20%	200 000 €
5.2	Revitalisation du centre de Monteux: Aménagement du Quartier de la Lône : création d'un parc public végétalisé (<i>projet CAT</i>)	CASC	Monteux	1 078 000 €	20%	215 600 €
5.3	Revitalisation du centre de Sorgues: Aménagement entrée est Parc municipal - connexion voie des papes - centre-ville	CASC	Sorgues	250 000 €	20%	50 000 €
5.4	Secteur en reconversion : densification et développement du marché gare de Carpentras	COVE	Carpentras	4 500 000 €	17%	800 000 €
5.5	Secteur en reconversion : site élargi des anciennes papèteries de Malaucène	Malaucène/COVE	Malaucène	4 000 000 €	25%	1 000 000 €
5.6	Aménagement d'un quartier durable autour du sport, bien-être et santé (<i>projet CAT</i>)	CASC	Monteux	8 000 000 €	13%	1 070 000 €
Sous thématique (6 opérations)				18 828 000 €		3 335 600 €

Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et résilience des territoires

6.1	Renaturation : Parc de la Gare : vers la renaturation d'un ancien site logistique	CASC	Pernes les Fontaines	938 475 €	10%	93 848 €
6.2	Préservation de la ressource en eau: mise en circuit fermé de fontaines	CASC	Pernes les Fontaines			20 000 €
6.3	Préservation de la ressource en eau: interconnexion de deux services d'alimentation en eau potable (<i>projet CAT</i>)	SIAEPA	Plateau d'Albion	10 057 120 €		1 890 000 €
6.4	* Préservation de la ressource en eau: actions de court et moyen terme pour la sobriété en eau	SIAEPA/CCVS/communes	Plateau d'Albion			
Sous thématique (4 opérations)				10 995 595 €		2 003 848 €

* projets non mûres, maintenus dans la programmation, chiffrage lors des revoyures

TOTAL TERRITOIRE (30 opérations)**64 617 637 €****14 609 368 €**